

# « Les inégalités de revenus ont atteint un niveau jamais vu depuis 30 ans », entretien avec Michael Förster, analyste à l'OCDE

13 décembre 2011



## Quels enseignements principaux tirer de ce rapport ?

Les évolutions récentes des niveaux d'inégalités de revenus au sein des pays de l'OCDE sont dans la continuité de ce que nous observons depuis le début des années 1980, période durant laquelle s'est amorcée une hausse. Le fossé entre les ménages les plus riches et les plus pauvres continue de s'accroître, même dans des pays « égalitaires » tel que la Suède.

C'est le reflet de deux phénomènes. En haut de l'échelle, on observe une augmentation de la part de richesse détenue par les 1 % les plus aisés (et, en particulier les 0,1 % les plus riches). Elle se poursuit dans les pays anglo-saxons et tend à se généraliser en Europe. Une telle augmentation des inégalités est concomitante

avec la réduction des taux d'imposition sur la même période. Aux Etats-Unis par exemple, le taux marginal [1] est passé de 70 à 42 % depuis 1980, au Royaume-Uni de 80 à 40 %. En bas de l'échelle de la distribution des revenus, on constate par ailleurs que l'augmentation des prestations sociales en général a été moins forte que celle des salaires réels.

Le rapport met en évidence le fait que l'accroissement des inégalités entre les revenus des ménages est essentiellement le reflet de l'augmentation des inégalités de salaires au sein du marché du travail. L'impact d'une plus forte concentration des revenus du capital a lui aussi joué un rôle, mais n'explique que 11 % des inégalités globales – contre 8 % il y a 20 ans. Finalement, le rôle des systèmes de prestations sociales et des impôts pour atténuer les inégalités s'est affaibli dans beaucoup de pays de l'OCDE.

## En quoi la situation française diffère-t-elle des autres pays ?

Les inégalités de revenus des ménages sont relativement stables en France depuis le milieu des années 1980, alors qu'elles ont en moyenne augmenté dans la grande majorité de pays de l'OCDE. Ainsi, la France se trouvait au-dessus de la moyenne au milieu des années 1980, tandis qu'aujourd'hui elle se trouve légèrement en-dessous de la moyenne, quasiment au même niveau que l'Allemagne.

Côté salaires, les inégalités sont restées stables sur la même période car les salaires les plus bas ont augmenté, et les plus élevés sont restés à peu près au même niveau relatif. Le nombre d'heures travaillées n'a pas beaucoup changé, en haut comme en bas de l'échelle. Dans d'autres pays, les heures travaillées ont diminué surtout en bas de l'échelle. En outre, la forte progression du taux d'emploi des femmes – 4ème meilleure progression au sein des pays de l'OCDE – a permis une distribution plus égalitaire des salaires des ménages. Finalement, la redistribution par les prestations sociales et impôts réduit les inégalités au sein de la population active de 30 % en France, contre 25 % en moyenne au sein des pays de l'OCDE.

Mais cette stagnation sur l'ensemble de la période cache en vérité une augmentation des inégalités de revenus depuis le début des années 2000 après une baisse dans les années 1980 et 1990. En d'autres termes, la réduction des inégalités observée entre 1985 et 1995 est aujourd'hui quasiment annulée... Les prestations et taxes redistribuent moins aujourd'hui qu'il y a cinq ou dix ans, fait également soulevé par le dernier « portrait social 2011 » de l'Insee [2] Un autre élément en France vient surtout du patrimoine : si les inégalités des revenus sont moins élevées que dans la moyenne des pays de l'OCDE, la distribution du patrimoine, semble bien plus inégalitaire qu'ailleurs !

## Quelles causes principales expliquent l'augmentation des inégalités de revenus dans la majorité des pays de l'OCDE ?

Tout d'abord, le développement des nouvelles technologies (outils informatiques notamment) a créé des écarts de revenus importants entre ceux qui y ont accès et les autres, même si un meilleur accès à l'éducation réduit l'impact de ce facteur. Une grande partie du marché de l'emploi est fermée aux personnes qui ne maîtrisent pas ces nouveaux outils.

En revanche, il convient de signaler que la mondialisation des échanges commerciaux n'a pas eu d'effet significatif, contrairement à ce que l'on pense généralement. Aussi, les transformations du cercle familial, avec l'augmentation du nombre de familles monoparentales et de l'homogamie ont, selon nous, un impact finalement assez faible.

Les réformes de régulations du marché des produits et du marché de travail entamées depuis les années 1980 ont eu un effet à double tranchant. D'une part, elles ont permis l'accès au marché du travail à des groupes de personnes qui, auparavant, étaient sous-représentées. D'autre part, elles ont contribué à augmenter les écarts de salaires bruts. Enfin, bien que le volume des instruments directs de la redistribution – prestations et impôts – a souvent augmenté, ceci n'était pas suffisant pour compenser une hausse d'inégalité des revenus directs (salaires et revenus du patrimoine).

**Parmi les causes, vous évoquez les réformes du marché du travail. Pourtant, les politiques en faveur d'une plus grande flexibilité du travail étaient préconisées, notamment par l'OCDE...**

Oui, mais il importe de mettre en contexte de telles préconisations. Dans les années 1990, l'OCDE défendait une plus grande flexibilité du marché du travail afin de faciliter la création d'emplois et l'intégration des populations auparavant exclues, et ainsi permettre une distribution des revenus plus égalitaire. On considérait alors que les inégalités entre les ménages étaient pour une grande partie le résultat d'une inégalité dans l'accès au marché du travail, entre les chômeurs, les inactifs et les personnes bénéficiant d'un emploi. Les politiques de dérégulation, conduisant à une plus grande flexibilité du travail, avaient donc pour objectif de faire diminuer le chômage. De ce point de vue, ces politiques sont une réussite.

Mais la qualité des emplois ainsi créés n'avait pas été prise en compte : la plus grande ouverture du marché du travail a été accompagnée d'une augmentation du nombre d'emplois atypiques (temps partiel, contrats temporaires, etc.) et souvent précaires, entraînant un accroissement des inégalités salariales... Le problème vient du fait que ces politiques ne sont pas suffisamment réfléchies sur le long terme. Une fois mises en place, il conviendrait de savoir quels types d'emplois sont créés, s'ils apportent de la stabilité et des perspectives ou si, au contraire, ils aggravent les inégalités salariales. C'est une piste à explorer pour lutter contre les inégalités. En France, le Revenu de solidarité active (RSA) essaie de répondre à une telle exigence en favorisant la création d'emplois tout en continuant à soutenir les personnes dont l'emploi n'apporte pas une stabilité suffisante.

**Aujourd'hui, de nombreux travaux portent sur les inégalités, pourtant, peu traitent des causes du phénomène. Comment expliquez-vous cela ?**

On trouve beaucoup d'études aujourd'hui sur la question des inégalités, mais souvent sur des aspects isolés. Nous avons essayé d'analyser de manière globale les inégalités de revenus et leurs causes. Les économistes s'intéressent principalement à l'impact du progrès technique ou de la mondialisation dans l'évolution des inégalités souvent salariales, tandis que les sociologues s'attachent aux transformations des familles et sociétés, sources d'évolution des inégalités de revenus. Même s'il est impossible de tout modéliser, nous avons essayé de construire un cadre d'analyse permettant de prendre en compte un maximum de facteurs.

J'ajouterais que l'inégalité est davantage prise en compte aujourd'hui. Elle est pensée comme un problème en tant que tel, et non plus seulement en lien avec la pauvreté notamment. Les inégalités posent un problème économique dès lors que l'éducation et d'autres capitaux restent la propriété de groupes minoritaires au sein de la société et réduisent fortement la mobilité sociale. Elles constituent également un problème politique, dans la mesure où elles réduisent la cohésion sociale et conduisent les électeurs à se tourner vers des solutions nationalistes. Partout dans le monde, les mouvements sociaux actuels expriment le fait que la croissance des inégalités conduit à un déficit démocratique, et ils obligent les analystes à s'engager davantage dans cette voie pour une meilleure compréhension du phénomène.

*Propos recueillis par Cédric Rio*

– Le rapport de l'OCDE, *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, est disponible en [ligne](#).

*Photo : OCDE © Tous droits réservés*

[1]Le taux marginal est la tranche supérieure d'un impôt progressif. C'est à ce taux que sera imposée la fraction supérieure du revenu et non l'ensemble du revenu

[2]Le portrait social est un document proposé chaque année par l'Insee. Il est disponible en ligne sur le [site](#) Internet de l'organe statistique.

- 
- Emplacement :
  - Adresse de cet article : <https://www.inegalites.fr/Les-inegalites-de-revenus-ont-atteint-un-niveau-jamais-vu-depuis-30-ans>